

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 20/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDIB

2 rue Joseph Cugnot
Zone industrielle du Moulin de l'écaille
51430 TINQUEUX

Code AIOT : 0006700833

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2024 dans l'établissement EDIB implanté ZA LES ACACIAS - 67870 BISCHOFFSHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

contrôle du respect de la mise en demeure

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDIB
- ZA LES ACACIAS - 67870 BISCHOFFSHEIM
- Code AIOT : 0006700833
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société exploite une plateforme de tri, transit et de regroupement de déchets non dangereux et une déchetterie de déchets dangereux et non dangereux, des installations de broyage occasionnelles de bois et déchets végétaux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure du 11/01/2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect de la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 11/01/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a contrôlé la quantité de déchets présents sur site. Les quantités présentes respectent les seuils de l'arrêté d'autorisation du 03/07/1997.

L'exploitant a notifié les modifications effectives sur le site par le porter à connaissance de septembre 2023.

L'exploitant a présenté le registre des déchets entrants à l'inspection. Il a été constaté que les déchets provenaient d'une distance inférieure ou égale à 30 km.

Il est proposé de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/01/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : respect de la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/01/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : La société EDIB dont le siège social est situé 2 rue Joseph Cugnot à Tingueux (51430) est mise en demeure pour ses installations situées zone d'activités des Acacias à Bischoffsheim (67870), de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes : • dans un délai de 8 mois, les prescriptions de l'article R.181-46 du code de l'environnement, en déposant un dossier de demande de modification comprenant : - la modification des activités relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique 2714 ; - les modifications portant sur les conditions d'exploitation des installations (NB : le respect de ces prescriptions vaudra aussi respect de celles de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 03/07/1997.) • dans un délai de quatre mois, les prescriptions de l'article 1-b de l'arrêté préfectoral du 03/07/1997 concernant la zone de chalandise : «La collecte des déchets banals des entreprises sera organisée dans un rayon de l'ordre de 30 km autour du site.»
Constats : L'inspection du 11/10/2022 a abouti à la prise de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/01/2023. Trois points motivaient la mise en demeure : <ol style="list-style-type: none">1. La présence de quantité de déchets (déchets non dangereux bois, papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles) supérieures aux seuils de la rubrique 2714 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719, régime déclaration) ;2. l'absence de notification de modification des conditions d'exploitation telles que décrites dans le dossier de demande d'autorisation de 1996 ;3. le non-respect des conditions de collecte des déchets banals. L'exploitant est autorisé pour une collecte pour une zone de 30 km de rayon autour du site. Certains déchets provenaient de Colmar (45 km). 1. La situation administrative connue des installations est la suivante selon l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03/07/1997 et après mise à jour des rubriques suite à des évolutions réglementaires : <ul style="list-style-type: none">• 2710-1-b : DC, 6t déchetterie déchets dangereux ;• 2710-2-b : DC, 200 m³ déchetterie déchets non dangereux ;• 2714-2 : D, 900 m³ TTR déchets non dangereux bois, papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles ;• 2716-2 : D, 900 m³ TTR déchets non dangereux. L'inspection a contrôlé la quantité de déchets présents sur site.

Rubrique	Quantité autorisée	Quantité présente
2710-1-b : DC, déchetterie déchets dangereux	6t	0
2710-2-b : DC, déchetterie déchets non dangereux	200 m ³	20 m ³
2714-2 : D, TTR déchets non dangereux bois, papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles	900 m ³	400 m ³ de bois de classe A 120 m ³ de plastiques 30 m ³ de cartons total 570 m ³
2716-2 : D, TTR déchets non dangereux	900 m ³	280 m ³

Les quantités présentes respectent les seuils de l'arrêté d'autorisation du 03/07/1997. L'exploitant est à nouveau conforme sur ce point.

2. Suite à l'incendie survenu sur le site en 2012, le hall de tri et de stockage a été rasé et n'a pas été reconstruit. Dans le dossier de demande d'autorisation de 1996, il est précisé que seules les bennes vides sont stockées en extérieur. Les activités de tri et de stockage sont prévues uniquement dans le hall de tri qui tient lieu aussi de confinement des eaux d'extinction d'une capacité de 100 m³. Ces modifications n'avaient pas été notifiées.

L'exploitant a transmis un porter à connaissance daté de septembre 2023 où il présente les modifications faites sur le site, accompagnées de demandes sur l'augmentation de la capacité annuelle de déchets reçus et l'augmentation de la zone de collecte. Ce document est en cours d'instruction.

L'exploitant a bien notifié les modifications effectives sur le site.

3. L'exploitant a présenté le registre des déchets entrants à l'inspection. Il a été constaté que les déchets provenaient d'une distance inférieure ou égale à 30 km. L'exploitant est à nouveau conforme sur ce point.

Il est proposé de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/01/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure
